

# Des politiques publiques au travail social, entre tensions et créativité

*Le Master en Ingénierie et Action Sociales (MIAS) de la Haute Ecole de la Province de Liège et de la Haute Ecole Libre Mosane est heureux de vous inviter à deux matinées conférences-débat, les 27 et 28 novembre prochains.*

*Au cours de celles-ci, des chercheurs français et belges partageront leurs analyses et réflexions sur l'évolution (croisée) des politiques publiques et le travail social, tant en France qu'en Belgique; tant pour les usagers et que pour les travailleurs sociaux .*



Haute Ecole de la Province de Liège



Faculté d'anthropologie, de sociologie et de science politique  
Master en Pilotage des Associations du Social et de la Santé en  
Europe (PASSE)



**Judi 27 et vendredi 28 novembre 2014** - HEPL, Campus 2000, avenue Montesquieu 6, 4101 Jemeppe

# Programme

## Jeudi 27 novembre

9h00 : Michel Chauvière *Préserver le social réalisé et s'adapter aux nouveaux enjeux*

10h00 : Rachel Brahy : *L'animation théâtrale comme présence sociale*

10h35 : Pause

11h00 : Geoffroy Matagne : *Europe, politiques publiques et travail social*

11h50 : Débat

## Vendredi 28 novembre

9h15 : Didier Vrancken, *Les politiques d'intervention sociale à l'épreuve de l'usager.*

10h15 : Pause

10h45 : Bertrand Ravon, *Souci de la situation et épreuves de professionnalité.*

11h45 : Débat avec la salle



# Conférenciers

## **Michel Chauvière : Préserver le social réalisé et s'adapter aux nouveaux enjeux.**

Le social réalisé, autrement dit les acquis sociaux, ne sont pas un luxe dont nous n'aurions plus les moyens. Mais la réduction des dépenses sociales pour retrouver de la compétitivité économique ne doit pas être critiquée seulement d'un point de vue humaniste. Il faut aussi aborder la question de la répartition des richesses entre le capital et le travail, entre la rente et le salaire avec cotisations. La pérennité de la protection sociale et du couple action sociale/travail social dépend de nos choix politiques, tant au niveau national qu'europpéen.

Aujourd'hui, les économies portent sur la masse salariale mais aussi sur les qualifications et l'architecture des métiers, pendant qu'on renvoie les institutions et services au statut d'entreprises en partie autofinancées, exposées à la concurrence et au contrôle administratif de leurs performances, pendant que chacun est sommé de se prendre en charge lui-même et que l'éthique clinique - ce marqueur du travail social - est liquidée au profit des procédures et recommandations de bonnes pratiques.

Enfin, une réglementation d'apparence généreuse dit remettre l'usager au centre en lui promettant bienveillance, qualité et

participation. Ce sont là en réalité des droits disciplinaires qui n'obligent que les intermédiaires en oubliant la responsabilité des pouvoirs publics.

Cependant, des initiatives existent. Le monde associatif bouge (ex. du collectif des associations citoyennes), le monde des métiers de l'humain aussi (ex. de l'Appel des appels, d'Avenir éducs), ainsi que celui des gestionnaires, contre la densité normative, les effets pervers de la concurrence et les leurre de l'évaluation (universités, centres de formation, recherche), et certains juristes s'intéressent aux régressions du droit du travail, à la nature de tous ces contrats qui pullulent, à la jurisprudence européenne concernant des services sociaux.

**Michel CHAUVIÈRE** est directeur de recherche émérite au CNRS, membre du CERSA (centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques), CNRS/université Paris 2 et enseignant régulier dans le master de droit sanitaire et social de Paris 2.

Ses travaux portent principalement sur les politiques du social, du socio-judiciaire et du familial, sur les acteurs privés et publics, avec un intérêt particulier pour la production des politiques publiques, les institutions et leur régulation, les processus de professionnalisation des intervenants, les mouvements sociaux et les rapports sociaux d'usage.



En 2004, il a signé chez Dunod un ouvrage sur *Le Travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée* ; en 2007, il a publié à La Découverte, *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation* (réédité en 2010 avec une préface originale) ; en 2008, il a contribué à une note de la Fondation Copernic *L'Indigent et le délinquant. Pénalisation des pauvres et privatisation de l'action sociale*, et codirigé chez Dalloz, avec Michel Borgetto, *Qui gouverne le social ?*, ouvrage dans lequel il a écrit : « Une administration pour l'action sociale. De l'émancipation au dépérissement » ; puis, en 2011, il a publié à La Découverte *L'Intelligence sociale en danger. Chemins de résistance et propositions*.

### **Rachel Brahy : L'animation théâtrale comme présence sociale**

Les ateliers de théâtre-action entendus comme dispositifs d'intervention sociales se présentent comme un espace original pour l'étude, d'une part, de l'évolution des modalités de traitement de la question sociale et, d'autre part, des modalités relationnelles (des usagers entre eux et avec les professionnels). En effet, l'intervention théâtrale ne renoue pas simplement avec le travail social communautaire, elle permet aussi de repenser véritablement l'accès à la réalité de l'utilisateur. Sa parole trouve ici un nouveau chemin.

En somme, il s'agit d'une parole libérée (par l'appel au ludique et à la fiction). Et bien qu'elle soit toujours, à la fois, canalisée par le dispositif et travaillée par des professionnels, cette parole s'en trouve ré-agencée, produisant ainsi potentiellement un discours inédit.

**Rachel Brahy** : Coordinatrice scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université de Liège, elle est également maître de conférences à l'Institut des Sciences Humaines et Sociales de l'ULg et professeur invité aux Hautes Ecoles HELMo et HEPL dans le cadre du Master en Ingénierie et Action Sociale. Docteur en sciences politiques et sociales de l'ULg, ses recherches portent sur l'articulation entre action théâtrale et intervention sociale. Sa dernière publication est issue de sa thèse de doctorat : « L'engagement en présence : l'atelier de théâtre-action comme support à une participation sociale et politique ? », *Lien Social et Politiques*, printemps 2014.

### **Geoffroy Matagne : Europe, politiques publiques et travail social**

Après les espoirs suscités autour du projet d'une Europe sociale et de la notion de « modèle social européen » au milieu des années 1980 et les promesses non tenues de la Stratégie de Lisbonne dans les années 2000, l'Union européenne inquiète ou déçoit aujourd'hui les acteurs du social.

Cette Union élargie est fragmentée, fragilisée par les crises, recentrée sur des priorités macro-économiques et largement contestée.

Dans un premier temps, cette intervention analysera l'impact et les limites des instruments de politiques sociales européennes (normes communautaires, dialogue social, politique de cohésion, méthodes ouvertes de coordination), en lien avec les dynamiques politiques nationales. La stratégie de croissance « Europe 2020 » et ses objectifs d'emploi et d'inclusion sera également présentée.

Dans un deuxième temps, cette intervention proposera une réflexion sur l'impact des politiques publiques sur les travailleurs sociaux et les usagers. Les grandes dimensions du changement que peut opérer une politique publique seront présentées (instruments, acteurs, institutions et objectifs). Des clés de lecture pour appréhender l'ampleur du changement et les résistances à ce dernier seront également proposées. L'exposé s'appuiera sur des exemples liés aux politiques d'activation et à l'émergence d'un nouveau paradigme du social au niveau européen (l'Etat d'investissement social).

**Geoffroy Matagne** est maître de conférence et chargé de recherches au département de science politique de l'Université de Liège. Il est actuellement Président de l'Association belge francophone de science politique.



Il enseigne les « transformations des systèmes de protection sociale » à l'ULg et les « politiques sociales belges et européennes » dans le cadre du Master en ingénierie et action sociales. Il a notamment publié « Les dynamiques de réforme des politiques belges de l'emploi : changement graduel transformateur et jeux multi-niveaux », in PALIER Bruno, SUREL Yves et al. (éd.), *Quand les politiques changent*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », p. 321-354.

### **Didier Vrancken, Les politiques d'intervention sociale à l'épreuve de l'usager.**

Peut-on parler de "politique des usagers" dans une société du *travail sur Soi* où il semblerait bien que l'action publique ne puisse désormais plus se passer d'un véritable travail effectué par les destinataires mêmes des mesures préconisées pour tenter d'infléchir, d'orienter et de maîtriser leur propre sort ? Poser la question, c'est non seulement interroger les usagers mais également interroger les conditions d'exercice des pratiques d'intervention auprès de ces personnes. Le tout, sur fond d'évolution vers un *Social barbare*, un social de plus en plus étranger à lui-même, à ce qu'il était à ses origines, un social traversé par une déprofessionnalisation paradoxale du travail des professionnels de l'intervention auprès de ces mêmes usagers.

**Didier Vrancken** est "Président de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)" Professeur de sociologie à l'Université de Liège et Professeur invité aux Hautes Ecoles HELMO et HEPL dans le cadre d'un Master en Ingénierie et Action Sociale. Directeur de la Maison des Sciences de l'Homme de l'ULg, ses travaux actuels portent sur les évolutions des politiques sociales et des politiques d'intervention sociale. Il a publié *Le travail sur Soi* (avec C. Macquet, Belin, 2010), *Le Nouvel Ordre Protectionnel* (Parangon, 2010), *Social Barbare* (Couleur Livres, 2010) et vient de rééditer *Le Crépuscule du social* (Presses de l'Université de Liège, 2014).

### **Bertrand Ravon, Souci de la situation et épreuves de professionnalité.**

Avec le double mouvement de singularisation et de territorialisation du travail social, l'action publique « sur mesure » s'est imposée partout. Indissociablement, la *situation* comme lieu central de production des connaissances relatives au traitement public des problèmes sociaux est devenu un enjeu (inter)institutionnel de premier ordre. S'appuyant sur différents exemples d'interventions aux confins du travail social et de la santé mentale, Bertrand Ravon analysera les multiples embarras de la pratique que connaissent des professionnels devenus particulièrement perplexes.

Il s'agira également de documenter leurs réponses tâtonnantes inventées sur les lieux de l'action et difficilement généralisables dans des guides de bonnes pratiques.

**Bertrand Ravon** est Professeur de sociologie (Université de Lyon, UFR d'Anthropologie, de Sociologie et de Science Politique) et Chercheur au Centre Max Weber (UMR 5283 du CNRS) Ses travaux portent notamment sur l'analyse des transformations de l'exercice du travail social. Il a publié « Repenser l'usure professionnelle des travailleurs sociaux », *Informations sociales* n°152, mars-avril 2009, pp. 60-68 ; *Les travailleurs sociaux* (avec J. Ion, Editions de la Découverte, réédition 2012) « Refaire parler le métier. Le travail d'équipe pluridisciplinaire : réflexivité, controverses, accordage », *Nouvelle Revue de psychosociologie*, n°14/2012, pp. 99-113) ; « Epreuve de professionnalité » (avec P. Vidal-Naquet), in Zawieja (Ph.) et Guarnieri (F.) eds, *Dictionnaire des risques psychosociaux*, Le seuil, pp. 268-272 ; *Vulnérabilités sociales et sanitaires. De l'histoire à la sociologie*, (avec A. Brodriez, I. vonBuelzingsloewen, B. Eyraud, et C. Laval, Ravon, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

